

LES CONSTATS

Avec près de 57 milliards d'euros de chiffre d'affaires et une croissance de 11 % en France en 2014, le e-commerce est aujourd'hui un secteur économique majeur. Deux tiers des Français achètent régulièrement des biens (livres, vêtements etc.) ou des services (voyages, musique, jeux etc.) sur Internet.

Or le e-commerce donne lieu à un phénomène inquiétant de fraude fiscale, notamment en matière de TVA, qui est distinct de l'optimisation légale souvent dénoncée. Alors que le « numérique » gagne chaque jour du terrain dans l'économie, il serait irresponsable de ne pas s'en préoccuper : c'est un impératif tant au regard de la situation des finances publiques que de la juste concurrence.

Notre système fiscal, fondé sur des obligations déclaratives et des contrôles a posteriori, apparaît complètement obsolète. La non-déclaration est considérablement facilitée par les caractéristiques mêmes du commerce sur Internet :

- **L'éclatement des acteurs.** Au-delà des « grands » sites, le e-commerce rassemble une multitude de petits vendeurs difficiles à identifier : activité via des marketplaces, des sites de petites annonces ou d'enchères, domiciliation ou hébergement à l'étranger, anonymat, transformation permanente etc.
- **La complexité des régimes de TVA.** Pour les biens matériels, les sites européens qui réalisent plus de 100 000 € de CA en France doivent s'enregistrer et payer la TVA française ; mais en pratique ce régime est peu connu, peu utilisé et peu contrôlé. Pour les services, c'est la TVA française qui s'applique depuis le 1er janvier 2015 (principe de destination) ; mais le système reste purement déclaratif et difficile à contrôler. En pratique, les vendeurs hors UE de services en ligne ne sont presque jamais taxés.
- **Le morcellement des flux physiques.** Pour les colis en provenance de pays étrangers hors UE, le paiement des droits et taxes se fait au passage en douane. Or il est tout simplement impossible de contrôler les millions de colis qui arrivent chaque année, et dont la valeur est très souvent sous-déclarée. Et il suffit de déclarer un montant inférieur à 22 € pour être totalement exonéré.

7,9 M€

redressés en matière de TVA sur la vente en ligne en 2014... pour un CA total de 57 milliards d'euros.

1,4 M€

redressés à Roissy en TVA à l'importation et droits de douane en 2014... pour 3,5 millions de colis express et 37 millions de colis postaux arrivés cette année.

979

vendeurs étrangers inscrits auprès de l'administration fiscale française... pour 715 000 sites en Europe.

L'administration est largement démunie et peu mobilisée. Le « droit de communication », qui lui permet d'obtenir des informations auprès des sites, des hébergeurs, des intermédiaires de paiement etc. n'a pas de portée extraterritoriale : les très nombreux acteurs situés à l'étranger ne répondent pas. Dans ce contexte, elle est condamnée à mener quelques contrôles ciblés, qui mobilisent d'importants moyens et produisent peu de résultats.

LE GROUPE DE TRAVAIL

**DE LA COMMISSION DES FINANCES
DU SÉNAT SUR LES MODALITÉS
DE RECOUVREMENT DE L'IMPÔT
À L'HEURE DE L'ÉCONOMIE
NUMÉRIQUE**

7
sénateurs

Michel BOUVARD

Les Républicains
Savoie

Thierry CARCENAC

Socialiste et Républicain
Tarn

Jacques CHIRON

Socialiste et Républicain
Isère

Philippe DALLIER

Les Républicains
Seine-Saint-Denis

Jacques GENEST

Les Républicains
Ardèche

Bernard LALANDE

Socialiste et Républicain
Charente-Maritime

Albéric DE MONTGOLFIER

Rapporteur général de la
commission des finances
Les Républicains
Eure-et-Loir

70
personnes
entendues



40
heures
d'auditions



3
déplacements



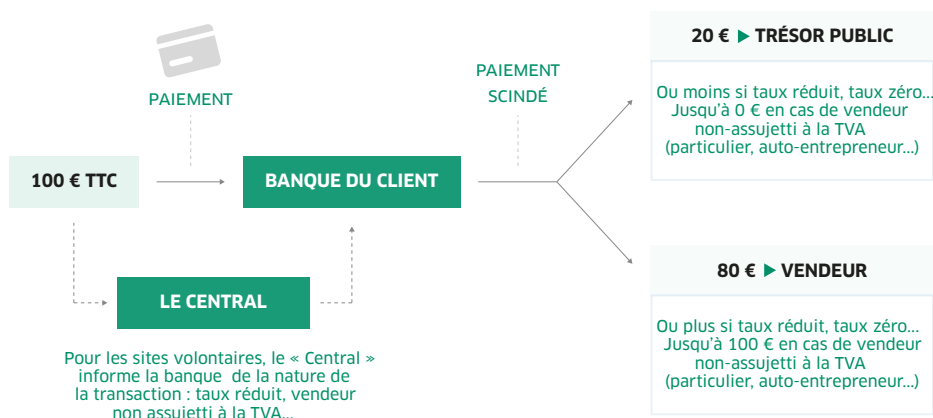
LES PROPOSITIONS : PRÉLEVER LA TVA AU MOMENT DU PAIEMENT PAR INTERNET

Le contrôle de millions de colis et de dizaines de milliers d'acteurs, souvent situés à l'étranger, est impossible. **Il faut donc changer de paradigme et porter l'effort sur le « nœud » du système : les flux financiers**, qui sont concentrés sur quelques banques et moyens de paiement.

La solution : instaurer un prélèvement à la source de la TVA sur les achats en ligne : à l'occasion de chaque transaction, la banque du client prélève par défaut 20 % du montant (taux normal de TVA), et le reverse automatiquement sur un compte du Trésor. La TVA est considérée comme collectée et libère le vendeur de ses obligations.

Une procédure d'opt out simple et optionnelle permet aux vendeurs de se signaler auprès d'un système d'information indépendant (« Le Central »), qui informe instantanément les banques :

- ▶ S'ils ne sont **pas assujettis à la TVA** : entreprises en franchise en base, auto-entrepreneurs, particuliers présents sur des plateformes collaboratives etc.
- ▶ Si certains produits bénéficient d'un **taux réduit** : livres, alimentation etc.



Une bonne piste : En juin 2015, l'Italie a obtenu l'autorisation d'expérimenter la méthode du « paiement scindé » de la TVA, sur les marchés publics passés par l'État et les collectivités. Cette mesure de lutte contre la fraude devrait rapporter 2 milliards d'euros dès 2015.



Les autres propositions du groupe de travail :

- Renforcer le droit de communication et utiliser ses nouvelles possibilités (identifier des personnes sous pseudonyme etc.).
- Étendre aux ventes de biens matériels le principe de taxation dans le pays de consommation et le système du mini-guichet. A titre transitoire, abaisser le seuil d'application de la TVA du pays de destination à 35 000 €.
- Supprimer les exemptions des « envois à valeur négligeable » (22 € pour la TVA et 150 € pour les droits de douane), qui incitent à la sous-déclaration.
- Étendre aux enjeux fiscaux le dispositif des « coups d'achats », qui permet de faire des achats en ligne pour tracer leur origine.
- Mettre en place une cellule de réflexion et de prospective.

LES AVANTAGES

UNIVERSALITÉ

Tout est couvert : biens et services, vendeurs français, européens et étrangers, paiement par carte ou par PayPal etc.

SIMPLICITÉ

Pour l'acheteur, rien ne change : le paiement est toujours en TTC. Pour le vendeur, le prélèvement est automatique et l'opt out est rapide (ex. une simple case à cocher à l'inscription sur une marketplace).

EFFICACITÉ

L'administration n'a plus à mobiliser des moyens pour des contrôles isolés au rendement très faible.

SÉCURITÉ

Le paiement scindé est effectué par la banque du client, souvent située en France.

FLEXIBILITÉ

Le système d'opt out permet de prendre en compte les situations particulières.

AUCUN NOUVEL IMPÔT

Le système permet de collecter l'impôt légalement dû. Il ne crée aucune taxe nouvelle spécifique.

